

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 19 juillet 2023**  
(Convocation du 07 juillet 2023)

Aujourd'hui, le 19 juillet 2023 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni salle Henri Lavielle, à l'Hôtel du Département des Landes à Mont-de-Marsan, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	5
• Voix	5
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>		
Pour		
• Nombre	5	
• Voix	5	
Contre		
• Nombre	0	
• Voix	0	
Abstention		
• Nombre	0	
• Voix	0	

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Étaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Gérard Castet, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : - Conventions - Risques fluviaux - Convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI à intervenir avec la communauté de communes coteaux et vallées des Luys**

**Exposé des motifs :**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la communauté de communes coteaux et vallées des Luys (CCCVL) est compétente en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) sur son territoire.

Si les compétences relatives à la gestion des milieux aquatiques ont été principalement transférées au syndicat du bassin versant des Luys, la communauté de communes a conservé l'item relatif à la défense contre les inondations (item 5) afin d'en maîtriser les différents paramètres.

Afin d'appréhender de manière globale les problématiques d'inondation, de mutualiser les compétences, de mettre en œuvre les choix politiques et financiers relatifs à l'inondation et de rechercher une économie d'échelle, la CCCVL souhaite déléguer une partie de cette compétence GEMAPI à l'Institution Adour.

Dans le cadre de la convention de délégation envisagée, la CCCVL souhaite ainsi confier à l'EPTB la réalisation d'une étude hydraulique pour évaluer le risque inondation sur la commune de Castel-Sarrazin et d'étudier la pertinence tant technique qu'économique de différentes solutions permettant de réduire le risque. Les solutions étudiées seront appréhendées selon divers critères techniques, règlementaires et financiers et devront intégrer l'étude de solutions fondées sur la nature.

Vu les articles L.1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts en vigueur de la communauté de communes coteaux et vallées des Luys,

Vu les statuts en vigueur de l'Institution Adour, et notamment l'article 10.1,

Considérant le projet de convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI à intervenir entre la communauté de communes coteaux et vallées des Luys et l'Institution Adour tel que proposé,

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- d'approuver les termes de la convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI à intervenir avec la communauté de communes coteaux et vallées des Luys telle qu'annexée,
- d'autoriser le président à signer la convention, les documents afférents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

**Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 19 juillet 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Envoyé en préfecture le 24/07/2023

Reçu en préfecture le 24/07/2023

Publié le 25/07/2023

ID : 040-254002264-20230719-230719H1892H1-DE



Paul CARRÈRE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*

**Réunion du bureau  
du 19 juillet 2023**

**Délibération n°2023\_B\_51  
Page 3 sur 3**



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 24/07/2023

Reçu en préfecture le 24/07/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230719-230719H1892H1-DE



Communauté de communes

**Coteaux et Vallées des Luys**

## CONVENTION

Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au titre des articles  
L.1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA\_X\_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

**Et :**

La communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys, domiciliée 19 place de la Técoière - 40330 Amou, représentée par sa Présidente, Christine Fournadet, dûment autorisée à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la CCCVL

\*\*\*

Vu la loi n°2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-8 et R.1111-1 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-7 et L.213-12,

Vu le décret n° 2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau,

Vu l'arrêté interpréfectoral PR/DAECL/2016/n°790 en date du 29 décembre 2016 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert,

Vu l'arrêté interpréfectoral PR/DCPPAT/2022/n°688 en date du 15 décembre 2022 portant adhésion au syndicat mixte « Institution Adour »,

Vu l'article 10.1 des statuts en vigueur de l'Institution Adour portant sur les modalités inhérentes à la délégation de compétence,

VU les statuts en vigueur de la communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys,

Vu la délibération n° AAA\_X\_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys approuvant les termes de la présente convention et autorisant sa présidente à la signer,

**IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUE SUIT**

L'EPTB, syndicat mixte ouvert constitué sur le bassin de l'Adour de Région, Départements, établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) et de syndicats mixte de bassin versant, conduit depuis plusieurs années, des démarches d'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (item 1° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement) et de protection contre les inondations (item 5° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement) sur son périmètre de compétence :

- Restauration de champs d'expansion de crues,
- Restauration de l'espace de mobilité des cours d'eau,
- Réalisation d'aménagements hydrauliques,
- Création et gestion de systèmes d'endiguement.





Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la CCCVL est compétente en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) sur son territoire. Afin d'appréhender de manière globale les problématiques d'inondation, de mutualiser les compétences, de mettre en œuvre les politiques relatives à l'inondation et de rechercher une économie d'échelle, la CCCVL souhaite déléguer une partie de la compétence GEMAPI à l'Institution Adour sur le bassin versant des Luys selon les modalités décrites dans la présente convention.

## IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

### Article 1. Compétence déléguée

La CCCVL, en tant qu'EPCI-FP délégant, délègue à l'EPTB, collectivité délégataire, les actions suivantes relevant de la compétence GEMAPI (item 5°) :

Mission	Objet	Actions déléguées à l'EPTB
Aménagement d'un bassin hydrographique (item 1) et Protection contre les inondations (5°)	Amélioration des connaissances en matière d'aléa inondation	Réalisation d'une étude hydraulique sur la commune de Castel-Sarrazin permettant de caractériser le risque d'inondation (croisement aléas/enjeux) et de proposer des aménagements afin de réduire celui-ci.

### Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de 18 mois.

### Article 3. Conditions de renouvellement

La présente convention de délégation pourra être renouvelée après avis des assemblées délibérantes des parties, à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties et en fonction de l'atteinte des objectifs

### Article 4. Objectifs à atteindre et indicateurs de suivi/réalisation

L'EPTB devra nécessairement atteindre les objectifs ci-dessous et fournir les indicateurs suivants :

ACTIONS DELEGUEES A L'EPTB	OBJECTIFS	INDICATEURS
Réalisation d'une étude hydraulique sur la commune de Castel-Sarrazin permettant de caractériser le risque d'inondation (croisement aléas/enjeux) et de proposer des aménagements afin de réduire celui-ci.	Réalisation de l'étude	Taux de réalisation

### Article 5. Dispositif de contrôle de la délégation

L'EPTB devra tout mettre en œuvre pour permettre à la CCCVL d'exercer les contrôles, notamment financiers et organisationnels, requis pour évaluer la réalisation correcte de la délégation de compétence mentionnée ci-dessus.





À cet égard, il devra tenir à la disposition des agents mandatés par la CCCVL tous les documents comptables afférents à la délégation de compétence, ainsi que toutes les notes, tous les courriers, comptes rendus, contrats et tous autres documents qui concernent l'exercice de cette compétence.

Il devra permettre l'accès aux contrôles sur pièces et sur place.

Sur le plan technique, dans les cas de procédure de commande publique, le DCE réalisé pour la consultation de prestataires sera validé par la CCCVL qui participera également à l'analyse des offres.

Des réunions régulières entre la CCCVL et l'EPTB, permettant de réaliser des points d'étape pour l'exécution de la présente convention et pour la préparation et le suivi de l'étude, auront lieu a minima selon la fréquence suivante et en supplément en tant que de besoin à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties :

NATURE DE REUNION	PARTICIPANTS	FREQUENCE
Technique opérationnelle	Personnels des deux structures	2 fois par an
Technique stratégique	Directeurs des services techniques des deux structures Chargés de mission des deux structures	1 fois par an
Politique	Élus des deux structures	1 fois par an

## Article 6. Cadre financier de la délégation

L'EPTB et la CCCVL décident d'un commun accord que les sommes correspondantes aux participations attendues (indiquée en annexe 3) seront versées en fonction de l'avancement des missions déléguées et sur production de décomptes, et actualisées au regard des modifications éventuelles (coûts définitifs après consultation, actualisation des plans de financement, événements particuliers) pour l'ensemble des opérations telles que détaillées en annexe 3. L'accord de la CCCVL devra être demandé avant l'engagement de crédits, de manière à s'assurer de la bonne inscription au budget des crédits nécessaires.

## Article 7. Cadre comptable de la délégation

La comptabilité de l'opération objet de la présente délégation de compétence fera l'objet d'une identification particulière dans le cadre d'un suivi analytique du budget de l'EPTB.

En outre cette opération sera enregistrée comme opération sous mandat au compte 458 de la collectivité délégataire. Les numéros des opérations sous mandats sont précisés dans l'annexe 3 de la présente convention.

## Article 8. Moyens de fonctionnement mis à disposition

La CCCVL mettra les moyens matériels suivants à disposition de l'EPTB pour l'exercice de cette compétence déléguée :

- Salles de réunion,
- Documents et données nécessaires à la réalisation des études,
- Informations relatives à la maîtrise foncière de l'ouvrage ainsi qu'à son entretien
- ...

## Article 9. Résiliation anticipée

La présente convention peut être résiliée avant son terme par un commun accord des deux parties qui donnera lieu à un avenant réglant les conditions de cette résiliation.

La CCCVL, en tant qu'EPCI-FP délégant, peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général.





La décision de résiliation ne peut prendre effet qu'après un délais minimum de 6 mois à compter de la date de notification, adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au lieu du siège de l'EPTB, collectivité délégataire.

L'évaluation des éventuels préjudices financiers sera effectuée à l'amiable ou à dire d'expert.

La convention sera résiliée de fait en cas de transfert de la CCCVL à l'EPTB des missions déléguées.

## Article 10. Conciliation - Résolution des litiges

Les parties cosignataires de la présente convention conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application de la présente convention feront l'objet d'une tentative de conciliations par une commission composée de trois experts : le premier est désigné par le délégant, le deuxième par le délégataire et le troisième par les deux premiers experts.

En cas d'échec de la tentative de conciliation, la juridiction compétente sera éventuellement saisie à l'initiative de la partie la plus diligente.

## Article 11. Modifications

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le .....

**Paul Carrère**  
Président de l'Institution Adour

**Christine Fournadet**  
Présidente de la communauté de communes  
Coteaux et Vallées des Luys

Liste des annexes :

- Annexe 1 : délibération n° xxxxxxxx de l'Institution Adour en date du xxxxxxxx
- Annexe 2 : délibération n° xxxxxxxx de la communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys en date du xxxxxxxx
- Annexe 3 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'EPTB dans le cadre de la délégation de compétence







### Annexe 3

#### Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'EPTB dans le cadre de la délégation de compétence

ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR	COUT PREVISIONNEL	PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL	PARTICIPATION PREVISIONNELLE DE LA CCCVL
Réalisation d'une étude hydraulique sur la commune de Castel-Sarrazin permettant de caractériser le risque (croisement aléas/enjeux) et de proposer des aménagements afin de réduire celui-ci - <b>opération sous mandat - 011</b>	33 500 € HT	45 % CCCVL (+TVA) 25 % CD40 30 % AEAG	21 775,00 €
Accompagnement technique	4 710 €	45 % CCCVL 25 % CD40 30 % AEAG	2 119,50 €
<b>TOTAL</b>			<b>23 894,50 €</b>

